

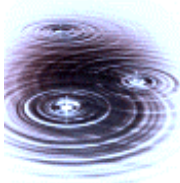


PSI

Flash ISP

Novembre 2004

Gagner la bataille de l'eau



Le mois dernier, nous évoquions un référendum national sur l'eau organisé en Uruguay. Les résultats sont tombés : deux tiers des électeurs se sont prononcés contre la constitutionnalité de la privatisation de l'eau. L'ISP tient

à féliciter le peuple uruguayen, et en particulier les membres du FFOSE. Ce cas illustre bien une stratégie de campagne qui a déjà fait ses preuves dans d'autres pays : le référendum national. Les syndicats suisses y ont recouru en 2003 pour empêcher la vente des entreprises de services publics de distribution d'énergie (quoique le référendum soit une tradition en Suisse). Elle a aussi été utilisée précédemment en Uruguay pour empêcher la privatisation du secteur pétrolier et, plus récemment, à Hambourg, en Allemagne, pour défendre le secteur public de l'eau. À la Nouvelle-Orléans, aux États-Unis, les pouvoirs publics doivent dorénavant passer par la procédure du référendum s'ils veulent privatiser le réseau de distribution d'eau. En Thaïlande, les travailleurs réclament eux aussi un référendum sur l'eau.

PSIRU

Seuls 5% des services des eaux ont été privatisés dans le monde, malgré des années de pressions répétées des institutions financières internationales et des entreprises multinationales. Nous sommes en bonne voie pour remporter la bataille. L'unité de recherche de l'Internationale des services publics vient de publier un rapport intitulé "Rendre la privatisation de l'eau illégale, de nouvelles législations aux Pays-Bas et en Uruguay" (Making Water Privatisation Illegal - New Laws in Netherlands and Uruguay) (en anglais uniquement, disponible sur le site <http://www.world-psi.org/water>), qui se penche sur l'évolution de la situation dans le contexte du droit international.

Colombie : des syndicalistes expulsés



Quelques jours avant une réunion régionale des Fédérations syndicales internationales organisée en Colombie, quatre syndicalistes du mouvement international ont été arrêtés à leur arrivée dans le pays, puis

interrogés pour être finalement relâchés. Cam Duncan (photo) était l'un d'eux. Le gouvernement a depuis lors reconnu qu'il s'agissait d'une erreur. C'est en Colombie qu'on enregistre le plus grand nombre de travailleurs, de syndicalistes et de

militants des droits de l'homme assassinés, enlevés et portés disparus. Pour la seule année 2003, la CISL fait état de 90 personnes tuées pour leurs activités syndicales.

Appel général à une action contre la pauvreté



BRIDGING THE GAPS

Des syndicats et des ONG sont sur le point d'unir leurs forces dans un mouvement sans précédent. L'année prochaine, plus d'une centaine d'organisations de la société civile, dont l'ISP et la CISL, vont lancer une campagne pour réclamer un accroissement de l'aide et de l'allègement de la dette et un développement du commerce équitable. Pour une série de raisons, 2005 est le moment idéal pour remettre en question les politiques prônant la privatisation des services publics. Cette campagne aura bientôt son site Internet propre dont nous donnerons plus de détails dans le prochain numéro. Ce sera l'occasion de mettre le thème de la qualité des services publics sous les feux de l'actualité. Si vous souhaitez figurer sur la liste de diffusion de cet Appel international, envoyez un courriel à <mailto:wendy.caird@world-psi.org>.

La durée du travail sous la loupe



D'après une nouvelle publication du BIT, plus de 20% des travailleurs américains, australiens, néo-zélandais et japonais travaillent au moins 50 heures par semaine, contre moins de 10% pour la plupart de leurs homologues européens. À la fin des années 1990, le nombre des personnes travaillant plus de 50 heures par semaine est passé de 15% à 20% aux États-Unis et en Australie. Seuls le Japon (28,1%) et la Nouvelle-Zélande (21,3%) affichaient des chiffres supérieurs. En revanche, dans la plupart des pays de l'Union européenne (avant l'élargissement de 2004), le nombre des personnes travaillant 50 heures ou plus par semaine reste très en-deçà des 10%, les chiffres variant de 1,4% aux Pays-Bas à 6,2% en Grèce et en Irlande. La seule exception est le Royaume-Uni où 15,5% de la population active travaillent 50 heures ou plus. Le document du BIT conclut que la recherche d'un équilibre entre les exigences de l'entreprise et les besoins des travailleurs requiert des mesures

dans cinq domaines : promouvoir la santé et la sécurité, aider les travailleurs à mieux assumer leurs responsabilités familiales, encourager l'égalité hommes-femmes, faire progresser la productivité et donner le libre choix et davantage d'influence au travailleur. Pour plus d'informations sur la durée du travail, voir le site

<http://www.ilo.org/public/english/protection/condtra v/time/index.htm>.

Les syndicats orientent le changement



Au Royaume-Uni, les adhérents de la section santé d'UNISON se sont prononcés massivement (75%) en faveur de l'Agenda for Change, un projet de régime qui fixerait les conditions de salaire, d'emploi et de travail dans le système national de santé par l'introduction de nouveaux barèmes salariaux et une harmonisation des conditions d'emploi et de travail du personnel du NHS. Ce résultat constitue un grand pas en avant. L'Agenda for Change a été négocié cinq années durant par les services officiels de la santé avec UNISON et d'autres syndicats de la santé. Il repose sur le principe du salaire égal pour un travail d'égale valeur, met en vigueur la semaine de travail de 37,5 heures pour tous, allonge les congés annuels et ouvre de nouveaux droits en matière de formation et de perfectionnement. Il touchera un million de travailleurs de la santé dans toutes les disciplines professionnelles. Pour plus d'information sur Agenda for Change, voir :

<http://www.unison.org.uk/healthcare/a4c/index.asp>.

Les partenariats public-privé et la santé



Les partenariats public-privé (PPP) sont mis en avant comme le modèle politique innovateur du nouveau millénaire. Cette volonté de rapprochement avec l'entreprise est-elle inquiétante ? Quels effets a cette politique sur les prérogatives décisionnelles des États-nations et du système

des Nations unies ? Un rapport du ministère finlandais des affaires étrangères résume les conclusions d'une étude sur les barrières de protection de l'intérêt public. Il voit dans l'absence de possibilité de débat sur ce nouveau paradigme un obstacle majeur. Le rapport demande un réexamen des mesures de sauvegarde en place dans les institutions des Nations unies et propose des solutions pour renforcer l'intégrité du système international ainsi que son rôle dans la prise de décision internationale et la défense de l'intérêt public. Ce rapport peut être téléchargé à partir de l'adresse suivante :

http://global.finland.fi/julkaisut/pdf/public_private20

[04.pdf](#). Pour obtenir une copie sur papier, envoyer un courriel à <mailto:keotilaus@formin.fi>.

BIT : Des politiques actives du marché du travail



Un nouveau rapport du BIT révèle que les pays les plus ouverts aux marchés mondiaux - la Belgique, le Danemark, l'Irlande, les Pays-Bas et la Suède (classés suivant la part des échanges commerciaux dans leurs PIB) – sont aussi ceux qui ont un réseau dense d'institutions et de politiques du marché du travail. En d'autres termes, il s'agit des pays qui font le plus pour protéger leurs travailleurs contre l'impact négatif de la mondialisation. L'étude montre que le sentiment de sécurité des travailleurs est lié aux dépenses consenties pour ces politiques du marché du travail. Elle recommande de nouvelles formes de financement de ces politiques et montre l'importance du dialogue social en tant qu'outil de la flexibilité du marché du travail et garant de la sécurité. Voir <http://www.ilo.org/public/english/bureau/inf/pr/2004/50.htm>

Forum social mondial : Et maintenant ??



L'ISP entame un effort de réflexion sur sa participation au prochain Forum social mondial qui se tiendra du 26 au 31 janvier 2005 à Porto Alegre, au Brésil. Jusqu'à présent, nous envoyons une petite délégation appuyée par des affiliés de l'ISP présents au Forum. Cette manifestation prenant de plus en plus d'ampleur, il nous faut revoir notre position. Nous aimerions savoir dès que possible quels sont les affiliés qui comptent être présents au Forum (et quelle sera la taille de leur délégation) et s'ils seraient disposés à se rassembler dans un groupe de l'ISP en vue de décider à quelles activités assister et comment intervenir. Veuillez noter que nous ne pouvons pas intervenir dans les frais exposés par les affiliés. Veuillez envoyer vos réponses à wendy.caird@world-psi.org.

Demande d'information



La fédération syndicale néerlandaise FNV a envoyé à l'ISP une demande d'information sur l'action syndicale au niveau communautaire. De plus en plus, le gouvernement délègue ses responsabilités dans des matières telles que la sécurité sociale et la politique du marché du travail aux collectivités locales. Pour le

mouvement syndical, une réflexion s'impose donc sur son rôle dans la communauté et son implication dans les politiques locales. Le FNV voudrait en savoir davantage sur les expériences vécues par des syndicats à l'étranger, s'agissant par exemple des centrales ouvrières dans les communautés locales, des coalitions avec des organisations communautaires, du rôle des syndicats vis-à-vis des pouvoirs locaux, etc. Pourriez-vous l'aider en lui fournissant des publications sur ces thèmes ou en lui signalant des initiatives locales susceptibles d'intérêt ? Les renseignements peuvent être envoyés en anglais, espagnol français, allemand ou italien à Dirk Kloosterboer, du FNV, à l'adresse suivante : <mailto:dirk.kloosterboer@vc.fnv.nl>.

Diffusion fortement recommandée...



Nous nous efforçons d'élargir la diffusion de cette publication par courrier électronique et de faire en sorte que les destinataires la reçoivent dans la langue qu'ils souhaitent. Pour vous abonner ou changer la langue dans

laquelle vous la recevez, envoyez un message à l'adresse communications@world-psi.org en mentionnant "World News" et "anglais", "français", "espagnol", "japonais" ou "russe" dans la ligne "Objet".

PUBLIC SERVICES INTERNATIONAL

email psi@world-psi.org

Tel +33 (0)4 5040 6464

Fax +33 (0)4 5040 7320

B.P. 9, 01211

Ferney-Voltaire Cedex

France

www.world-psi.org